La réflexion continue autour de l'avenir du pays d'Arles

Une nouvelle réunion a permis d'affiner la stratégie et de réaffirmer l'opposition à la métropole

Que peut devenir, dans le chamboulement institutionnel qui se dessine, le pays d'Arles, ce petit îlot d'environ 180 000 habitants, face à la métropole d'Aix-Marseille et ses 1,8 million d'habitants ? À cette question, les élus du territoire essayent d'y apporter une réponse. Il y a eu, notamment, la création d'un pôle d'équilibre territorial et rural (PETR), voilà quelques mois, puis la volonté annoncée de bâtir un projet de territoire impliquant les trois intercommunalités du secteur, ACCM, la communauté de communes de la vallée des Baux Alpilles (CCVBA), et Terre de Provence.

Enfin, à la fin juillet, un collectif était lancé pour nourrir une réflexion et apporter des propositions concrètes aux différents interlocuteurs, du préfet jusqu'au sommet de l'État. Et la première réunion de travail, autour des trois présidents d'EPCI, du député Bernard Reynès, du maire de Tarascon Lucien Limousin, et du président du pays d'Arles Michel Fenard notamment, a eu lieu lundi soir à Saint-Rémy. "*Nous maintenons deux affirmations très claires : le refus que les 29 communes du pays d'Arles intègrent la métropole, et le refus de ces 29 communes de voir disparaître le département*", explique le député de la XV[e] circonscription, celle de Châteaurenard. Mais la réflexion amorcée vise, aussi, à anticiper les éventuels changements. "*Nous ne sommes ni sourds ni aveugles, la suppression du département des Bouches-du-Rhône a été annoncée dans son programme par le président de la République*, rappelle Hervé Chérubini, maire de Saint-Rémy et président de la CCVBA. *Un jour ou l'autre, je crains que ce dossier soit sur le tapis. Après, qu'est-ce qu'on fait ?*"

> **"Faire un département à l'échelle du pays d'Arles, et porter ses compétences."** B. REYNÈS

Si cette hypothèse devenait réalité, les élus du pays d'Arles ont déjà en tête un "*scénario préférentiel*", selon Bernard Reynès. "*Faire un département à l'échelle du pays d'Ater ses compétences, politique de proximité, aide aux communes, collèges…", précise-t-il. Mais il y a aussi un autre fer au feu : s'associer à la réflexion menée sur le delta rhodanien, pour un territoire hors métropolitain qui irait jusqu'à Nîmes et Avignon, voire encore plus loin au nord. "Mais participer aux réunions est loin d'être une adhésion, la priorité est de rester dans le département des Bouches-du-Rhône, lance Bernard Reynès. Le pays d'Arles doit avancer sur deux fronts, et à partir de ces positions-là creuser, argumenter, et préparer sa copie. Tout va très vite dans ce dossier, et le calendrier risque de s'emballer.*"

Seul bémol, si tout le monde s'accorde sur le refus de la métropole, l'unanimité ne semble pas totale sur la manière d'avancer ensemble. Le maire d'Arles, Hervé Schiavetti, absent lundi soir (sans que cela remette en cause son engagement, nous a-t-il assurés hier), n'avait pas voté pour la création d'un collectif. Et la députée de la XVI[e] circonscription, Monica Michel, représentée à cette réunion par un proche collaborateur, penche aussi pour une autre voie. "*Ma position n'a pas changé face à la métropole, le pays d'Arles ne doit pas l'intégrer*", indique-t-elle en préambule. Cela dit, la méthode de réflexion autour de l'avenir du pays d'Arles ne lui plaît guère. "*Pour moi, sur la façon d'avancer, le PETR est l'outil à développer, il prévoit la création d'un collège des maires pouvant travailler en bonne entente*, souligne la députée. *Donnons à ce PETR les moyens d'avancer, de façon concertée. Les choses doivent avancer avec un outil existant, pas avec un collectif créé de toutes pièces.*"

L'objectif commun permettra-t-il de gommer cette divergence de vues ? Hervé Chérubini le pense. "*Que ce soit le collectif ou le PETR, ce sont les mêmes personnes, le collectif nous permet peut-être un peu plus de souplesse. Mais ce qui m'intéresse, c'est le fond. La réflexion continue sur l'avenir. De quelle manière on exerce les compétences du département, comment on fait fonctionner les collèges à Arles ou Saint-Rémy ? On va apporter nos propositions, et on prendra notre bâton de pèlerin pour convaincre. Je suis optimiste sur la volonté du pays d'Arles d'aller dans ce sens.*" Encore faut-il que les propositions du territoire soient ensuite acceptées…

Christophe VIAL